

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE JUN-JUILLET 2018

Août 2018

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Les développements économiques au cours de la période sous examen restent caractérisés par le raffermissement de l'économie mondiale, dans un contexte marqué par la montée des tensions commerciales. En effet, cette expansion mondiale est principalement portée par la progression de l'investissement et du commerce international.

Dans les perspectives de l'économie mondiale du mois de juillet 2018, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 3,9 % en 2018 et 2019, impulsée par une dynamique solide des économies avancées sur fond des politiques monétaire et budgétaire accommodantes.

Dans les économies avancées, l'activité économique devrait connaître un léger ralentissement de 0,1 point de pourcentage en 2018 par rapport aux prévisions initiales, s'établissant à 2,4 %, impulsée par des résultats modérés dans la zone euro et au Japon, mais contrebalancés par une économie américaine dynamique à court terme, sur fond notamment des mesures de relance budgétaire. Quant aux pays émergents et en développement, ils devraient enregistrer une croissance de 4,9 % et 5,1 %, respectivement en 2018 et 2019, dans un contexte notamment d'une hausse des prix du pétrole, des tensions commerciales, de l'augmentation des rendements aux Etats-Unis et des conflits géopolitiques.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'inscrire sur une trajectoire haussière, passant de 2,8 % en 2017 à 3,4 % et 3,8 %, respectivement en 2018 et 2019, portée principalement par la hausse des prix des produits de base.

Cependant, en dépit de cet élan positif, cette Institution financière internationale note l'accentuation des risques de dégradation des perspectives de croissance mondiale aussi bien à court terme qu'à moyen terme. Il s'agit particulièrement des risques liés (i) aux tensions financières qui pourraient résulter des anticipations des marchés quant au relèvement des taux d'intérêt, (ii) aux tensions commerciales avec le maintien des mesures commerciales actuelles et aux mesures de rétorsion qui pourraient miner la confiance des entreprises et des marchés, (iii) aux ralentissements de l'exécution des réformes susceptibles d'encourager l'investissement et de booster la croissance économique ainsi qu'aux (iv) problèmes géopolitiques et aux troubles internes dans plusieurs pays.

Compte tenu des développements économiques récents, le FMI appelle les autorités non seulement à poursuivre avec les mesures et réformes qui alimentent l'expansion actuelle et renforcent la résilience ; mais également à favoriser la coopération multilatérale dans le cadre d'un système commercial ouvert et fondé sur des règles.

1.2. Evolution de l'activité dans les principaux pays et zones économiques

1.2.1. Pool Europe

Dans la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a, au cours de la réunion mensuelle du Conseil des gouverneurs de juin 2018, décidé de mettre un terme avec son programme de rachats d'actifs en décembre 2018, en le ramenant à 15,0 milliards d'euro en septembre prochain contre 30,0 milliards actuellement. Cette évolution tient notamment d'une évolution favorable de l'activité économique et de la remontée des prix intérieurs. Toutefois, la Banque centrale a laissé ses taux directeurs inchangés, le taux du refinancement à 0 % et le taux de facilité de dépôt à -0,4 % jusqu'à la fin de l'été 2019, et ce, en raison d'incertitudes croissantes liées aux tensions commerciales entre les Etats-Unis, la Chine et l'Europe.

Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs a revu à la hausse ses prévisions d'inflation. En effet, la BCE table sur une hausse des prix légèrement inférieure à la cible de 2,0 %, soit à 1,7 % en 2018 contre une prévision initiale de 1,4 %. Cette hausse est alimentée principalement par le relèvement des prix du pétrole depuis près d'un an couplé au repli de l'Euro face au dollar américain.

Une tendance analogue devrait également s'observer au cours des deux prochaines années, avec un taux d'inflation estimé à 1,7 % en 2019 et 2020. Pour rappel, le taux d'inflation s'est établi à 2,0 % et 2,1 %, respectivement en juin et juillet 2018.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, les développements économiques restent caractérisés par la solidité économique observée au cours de la période sous analyse, en dépit des incertitudes liées à la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses partenaires dont la Chine et l'Union européenne. Dans ce contexte, le Comité de politique monétaire de la Fed a, au cours de sa réunion de juin 2018, décidé de poursuivre avec la normalisation de la politique monétaire amorcée depuis décembre 2015. En effet, la Fed a relevé son principal taux directeur de 0,25 point par rapport à la dernière révision de mars 2018, le situant dans la fourchette de 1,75 % et 2,0 %.

Toutefois, la Fed envisage une prochaine hausse des taux, au regard notamment de la progression, à un rythme fort, de la croissance économique tirée principalement par les dépenses de consommation, du retour de l'inflation et du dynamisme du marché de l'emploi. S'agissant du marché de l'emploi, le taux de chômage s'est situé à 3,9 % en juillet 2018 après s'être établi à 4,0 % en juin 2018.

1.2.3. Pool Asie

Au Japon, la Banque centrale a revu à la baisse ses prévisions d'inflation en dépit de la reprise économique solide, en raison de certains facteurs provisoires tels que l'appréciation de la monnaie nationale (le yen) qui a influencé les prix des biens durables, principalement composés de pièces importées. Par ailleurs, le Comité de politique monétaire de la BoJ a, à l'issue de ces réunions de juin et de juillet 2018, décidé de maintenir inchangé sa politique monétaire, avec son objectif de taux à court terme à -0,1 % et celui des rendements obligataires à 10 ans proche de zéro.

En outre, l'Institut d'émission envisage également la mise en œuvre des mesures susceptibles de rendre son programme d'assouplissement quantitatif plus souple. Toutefois, la Banque centrale prévient que les taux d'intérêt à long terme sont susceptibles de fluctuer en fonction des évolutions de l'économie et de l'inflation et que son programme de rachat de titres sera désormais plus flexible.

En Chine, la Banque centrale a annoncé la poursuite d'une politique monétaire prudente au second semestre 2018, en vue de garantir la stabilité économique et financière observée depuis le début de l'année. De ce fait, la Banque entend notamment (i) encourager les institutions financières à renforcer le soutien à l'économie réelle et à réduire les coûts de financement et (ii) prévenir et désamorcer les risques financiers et continuer d'améliorer les services financiers pour les petites et micro entreprises ainsi que réduire la pauvreté dans les régions les plus pauvres.

Par ailleurs, les derniers chiffres publiés par la Banque centrale renseignent une légère augmentation des réserves de changes de 0,19 % au mois de juillet, par rapport à leur niveau de juin 2018, s'établissant à 3.117,9 milliards de USD, et ce, en dépit des craintes suscitées par les tensions commerciales croissantes entre ce pays et les Etats-Unis. S'agissant des réserves en or, elles sont restées inchangées au cours de la même période, se situant à 59,24 millions d'onces, avec une valeur de 72,32 milliards de dollars.

1.2.4. Pool Afrique

Le rapport économique de la Commission de l'Union Africaine, intitulé « Dynamique du développement en Afrique », souligne la nécessité d'accélérer la transformation des économies d'Afrique. En effet, au cours de ces dernières années, l'économie africaine s'est inscrite sur une trajectoire haussière, attestée par un taux de croissance annuel moyen du PIB de 4,7 % entre 2000 et 2017, devenant la deuxième région du monde à la croissance la plus rapide après l'Asie.

Cette tendance devrait se poursuivre entre 2018 et 2020, avec un taux de croissance estimé à 4,0 % par an. Cette expansion a été portée notamment par (i) l'évolution favorable des cours des matières premières, (ii) la demande intérieure robuste, et (iii) l'accroissement de l'investissement dans les infrastructures, conjuguée à une bonne conduite des politiques macroéconomiques ainsi qu'à des stratégies de diversification des économies nationales.

Cependant, en dépit de cet élan positif, la croissance économique en Afrique ne s'est pas traduite par une amélioration du niveau de vie de la population, la réduction des inégalités et par la création de l'emploi. De ce fait, le rapport propose dix actions stratégiques prioritaires déclinées sur trois axes (économique, social et institutionnel) en vue de concrétiser les objectifs de développement inscrit dans l'Agenda 2063. Il s'agit notamment de **(i) favoriser l'investissement intérieur, (ii) diversifier les exportations, (iii) renforcer les liens rural-urbain, (iv) renforcer les systèmes de protection sociale, (v) mobiliser au mieux les ressources intérieures et (vi) renforcer la gouvernance économique et politique.**

1.3 Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

Aux mois de juin et juillet 2018, les cours des produits de base intéressant l'économie congolaise ont connu une évolution à la baisse, à l'exception de celui du cuivre au mois de juin 2018.

Tableau 1 : Cours des produits miniers et énergétiques

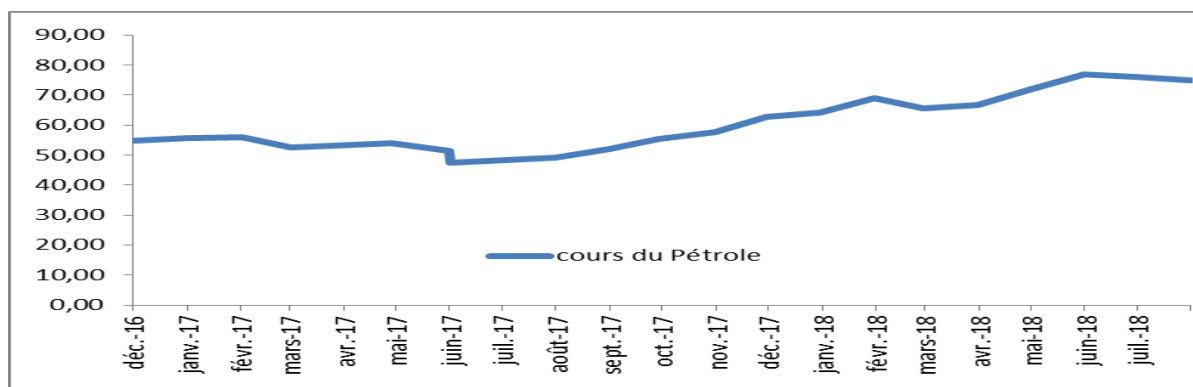
	déc-16	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18
Pétrole (brent) \$/baril	54,97	64,10	68,98	65,62	66,76	71,76	77,03	75,94	74,82
variation (en %)	41,35	2,09	7,63	-4,88	1,74	7,49	7,34	-1,42	-1,48
Cuivre LME \$/tm	5 669,19	6 791,20	7 080,04	7 009,70	6 809,16	6 825,55	6 820,65	6 962,10	6 267,68
variation (en %)	22,50	-0,48	4,25	-0,99	-2,86	0,24	-0,07	2,07	-9,97
Cobalt Londres \$/tonne	29 184,23	70 816,78	75 772,63	83 802,43	87 221,55	96 068,54	97 442,17	94 733,52	88 500,90
variation (en %)	29,31	5,18	7,00	10,60	4,08	10,14	1,43	-2,78	-6,58
Or New York \$/o.t.	1 151,47	1 265,72	1 330,23	1 334,05	1 326,87	1 335,62	1 304,21	1 282,59	1 238,66
variation (en %)	7,62	-1,27	5,10	0,29	-0,54	0,66	-2,35	-1,66	-3,43

Source : les échos.

1.3.1 Pétrole brut

Le prix du pétrole en référence au marché de Londres s'est inscrit à la hausse à partir du mois de juin et cette tendance s'est poursuivie au mois de juillet 2018. Cette baisse est consécutive à la hausse de la production pétrolière des pays non membres de l'OPEP, notamment les Etats-Unis. En effet, cette situation pourrait saper les efforts de limitation de l'offre du pétrole engagée par les pays membres de l'OPEP et ses partenaires en vue de relever les cours mondiaux du baril du pétrole.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril)



Source : Banque Centrale du Congo.

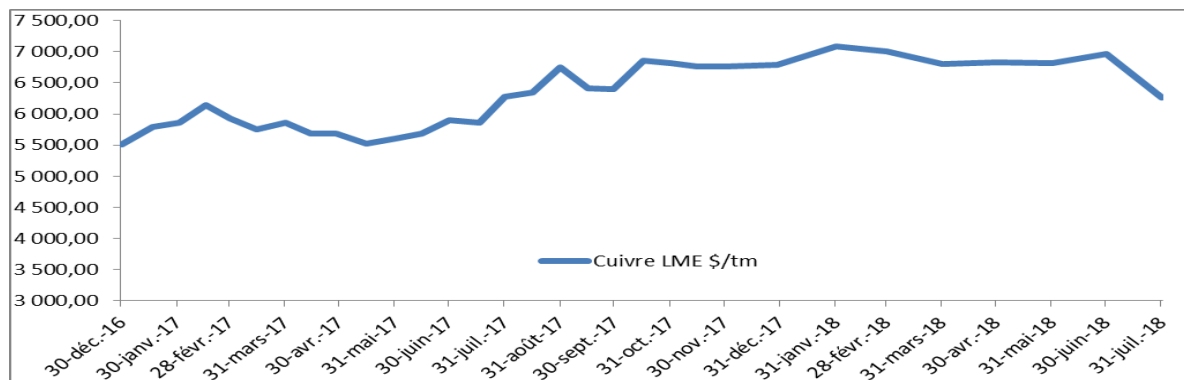
1.3.2. Produits miniers

➤ Cuivre

Le cours du cuivre s'est établi en moyenne à 6.962,10 USD et 6.267,68 USD la tonne métrique respectivement en juin et juillet 2018, enregistrant des variations mensuelles de +2,07 % et -9,97 %. La forte baisse du cours observée en juillet 2018

est consécutive aux inquiétudes des investisseurs quant au ralentissement de la croissance chinoise, le pays étant l'un des principaux consommateurs de cuivre, mais également aux inquiétudes alimentées par l'impact que pourrait avoir la guerre commerciale enclenchée par les Etats-Unis sur la conjoncture chinoise.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cobalt et Or

La tendance baissière du cours du cobalt observée à partir de la dernière semaine du mois de mai 2018 s'est poursuivie au mois de juin et juillet 2018. En effet, le prix du cobalt sur le marché de Londres s'est établi à 94.733,52 USD et 88.500,90 USD la tonne, soit des baisses de 2,78 % et 6,58 % respectivement en juin et juillet 2018. Cette situation serait expliquée par la découverte des substituts au cobalt nécessaire à la fabrication des batteries utilisées pour les véhicules électriques.

S'agissant de l'Or, son cours a enregistré également des baisses respectives de 1,66 % et 3,43 %, s'établissant à 1.282,59 USD et 1.238,66 USD l'once respectivement en juin et juillet 2018.

1.3.3. Produits agricoles

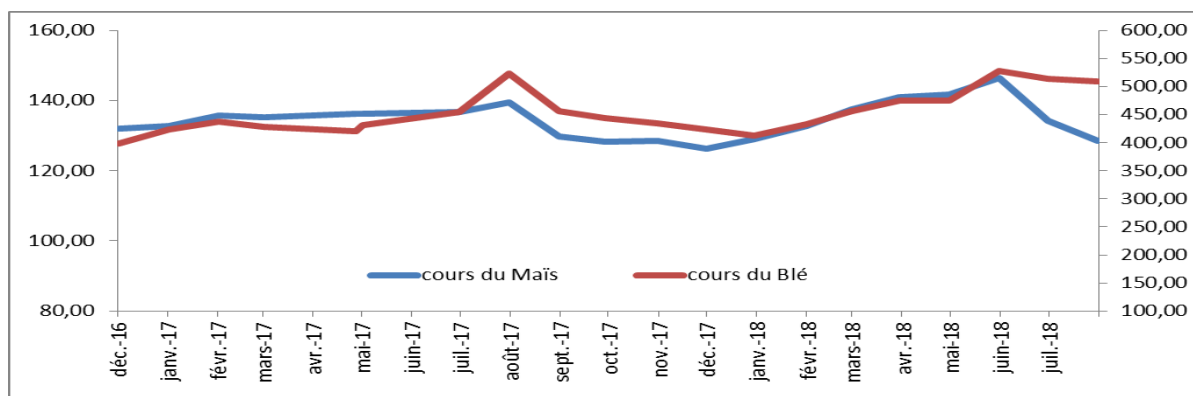
Sur le marché de Chicago, les cours des produits agricoles se sont inscrits globalement en baisse sur fond des tensions commerciales, attestées notamment par la hausse des tarifs douaniers entre les Etats-Unis et la Chine. Les cours du Blé, du maïs et du riz se sont fixés respectivement à 508,23 Cts/lb, 128,50 \$/tonne et 11,97 Cts/lb en moyenne en juillet 2018.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-16	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18
Riz Chicago Cts/lb	9,57	11,96	11,95	12,22	12,32	12,84	12,26	11,92	11,97
<i>variation (en %)</i>	-13,90	1,36	-0,06	2,22	0,84	4,21	-4,53	-2,76	0,43
Blé Chicago cts/bloisseau	398,78	413,18	432,06	455,91	474,02	475,54	527,66	513,79	508,23
<i>variation (en %)</i>	-15,62	-2,25	4,57	5,52	3,97	0,32	10,96	-2,63	-1,08
Maïs Chicago \$/tonne	122,96	128,95	132,62	137,42	140,90	141,78	146,54	134,24	128,50
<i>variation (en %)</i>	-9,36	2,17	2,84	3,62	2,53	0,62	3,36	-8,40	-4,28

Sources : Les échos.

Graphique 3 : Evolution des cours du blé et du maïs



Source : Banque Centrale du Congo.

1.4. Cours de changes euro dollar

Au cours de la période sous examen, le dollar américain s'est légèrement apprécié par rapport à la monnaie unique européenne (l'euro) en raison de l'optimisme affiché par la Réserve fédérale sur fond de la solidité de l'économie américain. En effet, au mois de juillet la parité euro-dollar s'est situé à 1,16 dollar contre 1,17 un mois plus tôt.

Tableau 3 : Cours de change euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Taux moyen
2017	1,07	1,06	1,069	1,09	1,11	1,14	1,14	1,186	1,181	1,16	1,187	1,198	1,13
2018	1,24	1,23	1,23	1,21	1,17	1,17	1,16						

<https://forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar>

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1. Croissance économique

Les estimations sur base des réalisations à fin mars laissent apparaître un raffermissement de l'activité économique en 2018. En effet, la croissance du Produit Intérieur Brut est estimée à 4,2 % en 2018 contre 3,7 % réalisée en 2017. Rapproché à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, ce niveau de croissance est resté supérieur.

a. Approche par la production

Au niveau sectoriel, la croissance économique serait soutenue essentiellement par le secteur primaire, avec une contribution de 2,4 points de pourcentage contre 2,2 points en 2017. Le dynamisme de ce secteur résulterait du bon comportement de la branche « Extraction », dont la contribution à la croissance s'établirait à 2,1 points, suite principalement à l'embellie des cours mondiaux des produits miniers, notamment celui du cobalt. Par ailleurs, la contribution de la branche « Agriculture, forêt, élevage et chasse » se situerait à 0,6 point de croissance.

Le secteur tertiaire viendrait en deuxième position, avec une contribution de 1,5 point de croissance contre 1,2 point en 2017. Cette évolution tiendrait principalement du dynamisme des activités de « Commerce de gros et de détail », dont la croissance se chiffrerait à 3,9 %.

Cependant, le secteur secondaire a connu un fléchissement de ses activités au premier trimestre 2018. En effet, une perte de vitesse des activités a été notée, ramenant la croissance du secteur à 4,1 % venant de 7,6 %, avec une contribution de 0,7 point de pourcentage à la croissance après avoir été à 1,2 point en 2017. Cette évolution résulterait du faible développement des activités de construction, induit notamment par la non-exécution de certains projets de construction et des travaux publics, ainsi que par la faiblesse en fourniture énergétique.

Tableau 4 : Evolution du PIB constant et de ses composantes selon l'approche par la valeur ajoutée

BRANCHES D'ACTIVITES	DECEMBRE 2017				fin mars 2018				écart en point de croissance (2018-2017)
	val	Var (%)	Contr.Cro is.PIB Reel	Contrib en point de croiss	val	Var (%)	Contr.Cro is.PIB Reel	Contrib en point de croiss	
Secteur primaire	4 849,3	5,3	59,6	2,2	5 121,6	5,6	56,0	2,4	0,2
Agriculture, forêt, élevage, chas	1 867,6	1,6	7,2	0,3	1 897,9	1,6	6,2	0,3	0,0
Agriculture vivrière	1 781,7	1,7	7,3	0,3	1 811,9	1,7	6,2	0,3	0,0
rente	1 754,1	1,7	7,1	0,3	1 784,0	1,7	6,1	0,3	0,0
syviculture	27,6	2,0	0,1	0,0	27,9	1,2	0,1	0,0	0,0
élevage, pêche et chasse	82,7	-0,4	-0,1	0,0	82,7	0,1	0,0	0,0	0,0
Extraction	3,3	3,0	0,0	0,0	3,4	3,0	0,0	0,0	0,0
	2 981,7	7,8	52,5	2,0	3 223,7	8,1	49,8	2,1	0,2
Secteur secondaire	1 843,8	7,6	31,7	1,2	1 918,7	4,1	15,4	0,7	-0,5
Industries manufacturières	1 378,1	2,5	8,1	0,3	1 409,3	2,3	6,4	0,3	0,0
Industries alimentaires,boisson	1 158,4	1,4	3,9	0,1	1 176,2	1,5	3,7	0,2	0,0
Autres industries manufactur	219,8	8,4	4,1	0,2	233,0	6,0	2,7	0,1	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	74,5	5,3	0,9	0,0	88,2	18,5	2,8	0,1	0,1
Bâtiment et travaux publics	391,2	31,4	22,7	0,8	421,2	7,7	6,2	0,3	-0,6
Secteur tertiaire	4 553,0	3,0	32,0	1,2	4 719,3	3,7	34,2	1,5	0,3
Transports et Télécommunicati	1 422,9	2,7	8,9	0,3	1 471,4	3,4	10,0	0,4	0,1
Transports	847,9	4,7	9,3	0,3	895,9	5,7	9,9	0,4	0,1
Télécommunications	575,0	-0,3	-0,4	0,0	575,6	0,1	0,1	0,0	0,0
Commerce	1 749,3	4,8	19,3	0,7	1 818,4	3,9	14,2	0,6	-0,1
Autres services hors adm. publi	1 049,1	2,0	5,1	0,2	1 101,3	5,0	10,7	0,5	0,3
Banques et assurances	160,5	2,4	0,9	0,0	164,4	2,4	0,8	0,0	0,0
Autres services	888,6	2,0	4,2	0,2	936,9	5,4	9,9	0,4	0,3
Services d'administration publiq	408,5	-1,0	-1,0	0,0	406,9	-0,4	-0,3	0,0	0,0
Education	11,9	0,4	0,0	0,0	12,0	0,9	0,0	0,0	0,0
santé	1,8	3,4	0,0	0,0	2,0	10,6	0,0	0,0	0,0
Autres services non marchand	394,8	-1,0	-1,0	0,0	393,0	-0,5	-0,4	0,0	0,0
SIFIM	-76,8	2,4	-0,4	0,0	-78,7	2,4	-0,4	0,0	0,0
PIB au prix de base	11 246,1	4,7	123,3	4,6	11 759,6	4,6	105,6	4,6	0,0
Taxes sur les produits	215,5	-30,8	-23,3	-0,9	188,2	-12,7	-5,6	-12,7	-11,8
PIB aux prix constants du m	11 461,6	3,7	100,0	3,7	11 947,8	4,2	100,0	4,2	0,5
PIB (hors mines) aux prix cc	8 480,0	2,4	47,5	1,77	8 724,14	2,9	50,2	2,9	1,1

Source : CESC.N.

b. Approche par la dépense

En 2018, la demande globale serait soutenue par la demande intérieure, grâce à l'importante croissance des investissements bruts, essentiellement privés, portant sa contribution en points de croissance à 8,6 points en 2018 après 4,7 points en 2017. Parallèlement, la demande extérieure nette est restée négative, en raison d'une croissance plus forte des importations des biens et services par rapport aux exportations.

S'agissant de la demande intérieure, les investissements privés seraient dynamiques en 2018, avec un accroissement de 22,9 % en 2018 et une contribution de 7,7 points à la croissance. Cette évolution favorable serait particulièrement attribuable aux investissements consentis dans le secteur minier et en produits industriels, dans un contexte de l'évolution favorable des cours des principaux produits de base, essentiellement miniers et des importations de biens d'équipement.

La consommation privée, pour sa part, a gardé son même rythme de progression qu'en 2017, soit 2,4 %, profitant de la faible constitution du rythme d'accroissement des prix intérieurs et de la préservation du pouvoir d'achat. La consommation publique, quant à elle, a poursuivi son rythme baissier, avec une contribution négative de 0,9 point de croissance en 2018 après -2,8 points l'an dernier.

Tableau 5 : Projection de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande

PIB Emploi à prix constants de 2005	2017		2018	
	Contr.Crois.PIB Réel en %	Contrib.en pts	Contr.Crois.PIB Réel en %	Contrib.en pts
Demande intérieure	125,75	4,69	203,6	8,64
Consommation	-26,9	-1,0	21,6	0,9
Publique	-75,6	-2,8	-21,4	-0,9
Privée	48,7	1,8	43	1,8
Investissements bruts	152,6	5,7	182,0	7,7
FBCF	152,6	5,7	182,0	7,7
Publique	-62,5	-2,3	-9,1	-0,4
Privée	215,1	8,0	191,0	8,1
Variation des stocks	-0,2	0,0	0,2	0,0
Demande extérieure nette	-25,75	-0,96	-103,57	-4,39
Exportation de biens et services	53,5	2,0	47,3	2,0
Exportation de biens	53,5	2	46,5	2,0
Produits miniers	51,2	1,9	46,2	2,0
Autres produits	2,1	0,1	0,3	0,0
Exportations des services	0,2	0,0	0,8	0,0
Importations de biens et services	79,3	3,0	150,9	6,4
Importations de biens	42,9	1,6	116,7	4,9
Consommations	10,8	0,4	25	1,1
Equipements	-30,7	-1,1	50,2	2,1
Intermédiaires	62,9	2,3	41,5	1,8
Importations des services	36,3	1,4	34,2	1,5
PIB (Emplos)	100,0	3,7	100,0	4,2

Source : CESCEN.

Quant à la demande extérieure nette, elle s'est dégradée davantage, en raison d'une progression plus rapide des importations des biens et services par rapport à celle des exportations, soit 14,8 % contre 7,1 %. Néanmoins, les exportations des biens, d'origine minière, ont été dynamiques, à la faveur de l'amélioration de l'offre des produits miniers suite au relèvement des cours de cobalt et du cuivre essentiellement.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

En juillet 2018, la confiance des chefs d'entreprises s'est significativement effritée, quant à l'évolution de la conjoncture économique en République Démocratique du Congo sur un horizon à court terme. En effet, le solde global brut de leurs opinions s'est établi à +5,9 % contre +26,4 % un mois plus tôt.

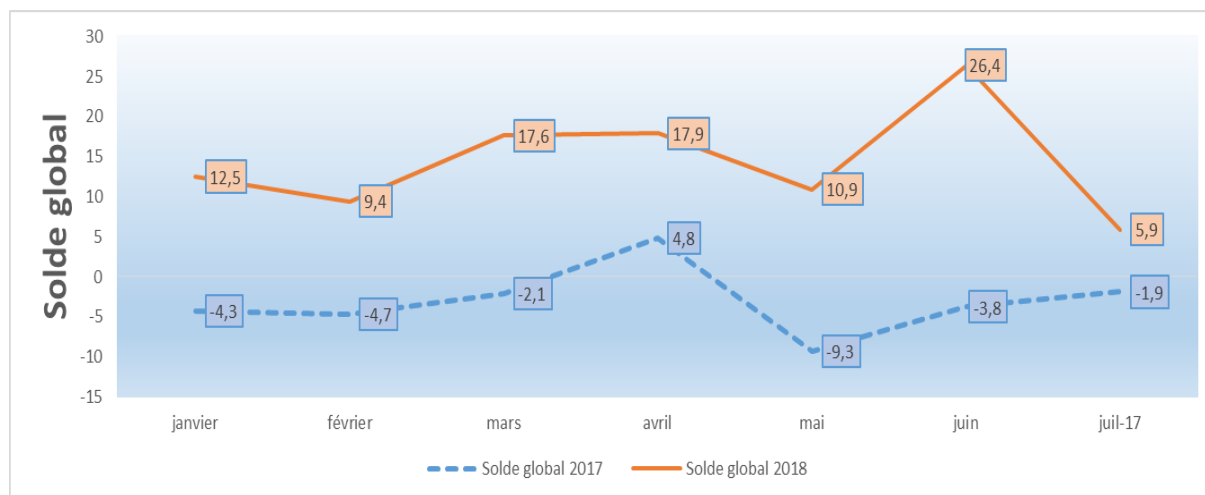
Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2017 et 2018

Secteur	2017							2018						
	janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Solde global	-4,3	-4,7	-2,1	4,8	-9,3	-3,8	-1,9	12,5	9,4	17,6	17,9	10,9	26,4	5,9
Industries manufacturières	-10,0	5,3	7,5	5,0	-34,0	-7,3	-6,3	-10,2	11,4	-1,2	49,1	-4,0	0,1	11,0
Electricité et Eau	31,7	39,5	26,7	30,7	12,8	27,1	33,3	34,2	44,7	43,6	52,1	2,0	19,5	37,7
Industries extractives	-7,9	-11,7	2,9	13,2	-2,0	-2,1	6,3	20,0	11,8	26,7	23,6	27,5	40,5	12,4
Construction	-22,6	4,0	-45,7	-29,2	-15,1	-27,5	-36,5	-33,3	-25,6	-11,9	-40,7	-41,9	-22,9	5,3
Services	-9,2	5,0	-57,3	-48,3	-49,0	-9,2	-38,3	-48,4	-22,7	-33,1	-59,9	-34,9	-56,4	-65,4

Source : BCC.

En outre, cette baisse d'optimisme est entretenue par le recul de l'activité observée sur les marchés des produits miniers, conjuguée à l'attentisme observé dans le chef de certains entrepreneurs à l'approche des échéances politiques.

Graph. 4 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2017 - 2018

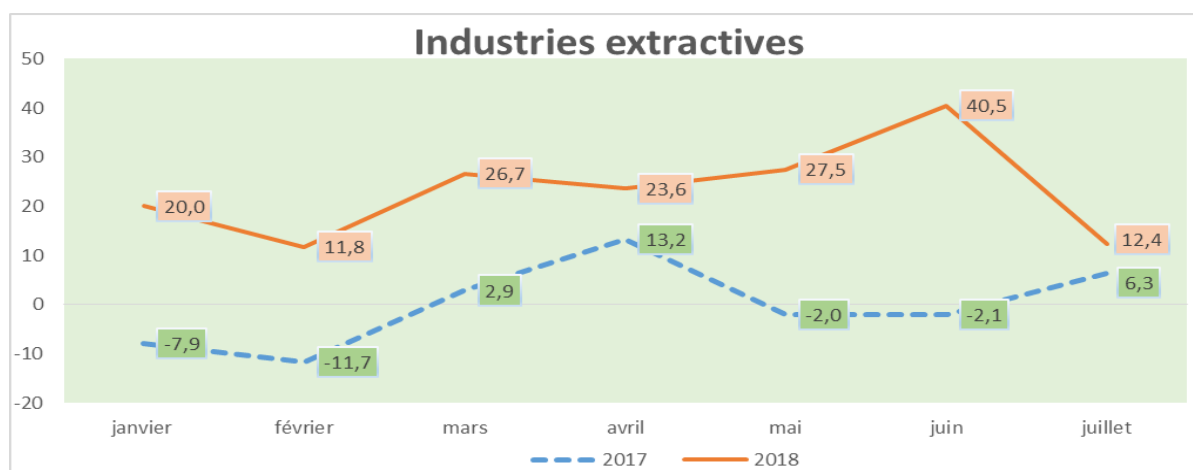


Source : BCC.

Ainsi, les perspectives de l'activité économique à fin juillet se présentent comme suit :

Concernant la branche des **industries extractives**, son solde brut d'opinions a enregistré une baisse, se situant à **+12,4 %** contre **+40,5 %** un mois plus tôt. Cette détérioration d'opinions tient, d'une part, des difficultés redondantes dans la fourniture de l'énergie électrique et, d'autre part, de la baisse tendancielle des cours mondiaux des matières premières.

Graph. 5 : Evolution du solde des Industries minières en 2017 et 2018

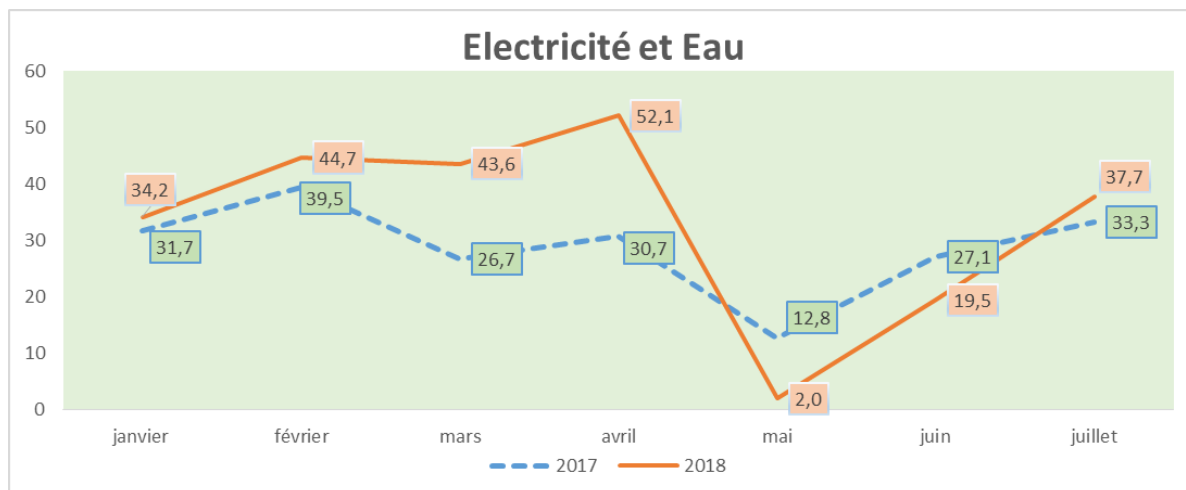


Source : BCC

Quant à la branche **Electricité et Eau**, le solde brut d'opinions des entrepreneurs s'est consolidé en juillet 2018, se situant à **+37,7 %** contre **+19,5 %** le mois précédent. Cet affermissement, qui présage d'une relative relance de l'activité dans la branche, est imputable au bon comportement attendu du côté de la production d'eau sur fond de l'exécution de divers projets initiés dans ce domaine.

La production de l'énergie électrique s'est également mise en relief avec l'inauguration de quelques stations de génération de l'énergie hydro-électrique en vue d'atténuer les déficits enregistrés au niveau de la production de l'énergie électrique.

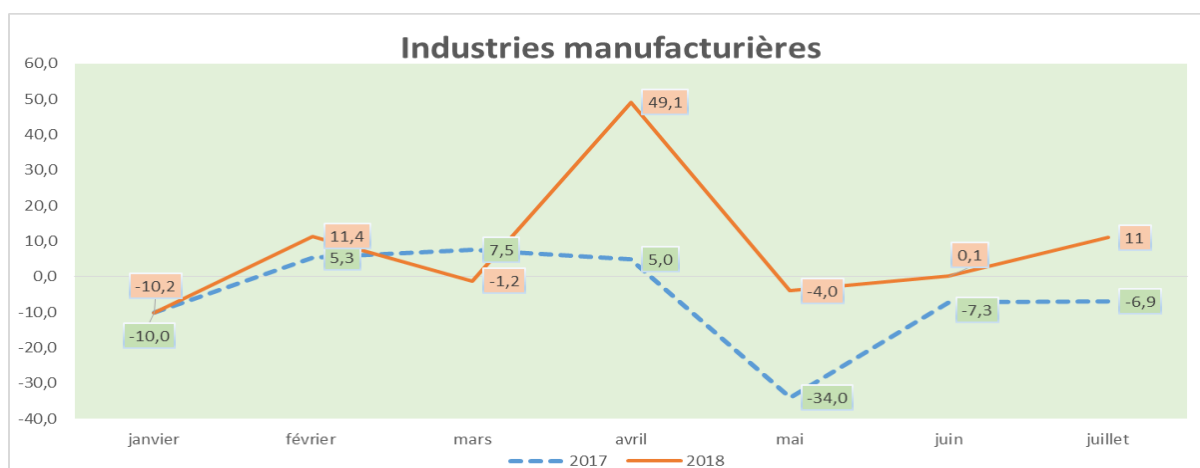
Graph. 6 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2017 et 2018



Source : BCC.

Dans les **industries manufacturières**, l'optimisme des opérateurs économiques est reparti à la hausse avec un solde de + 11,0 % au cours de la période sous examen, après un léger redressement à + 0,1 %. Cette évolution encourageante tient des performances réalisées principalement dans la fabrication des boissons, des produits à base du tabac, de textile, dans l'industrie de viandes et poissons et accessoirement, ainsi que celle des produits chimiques.

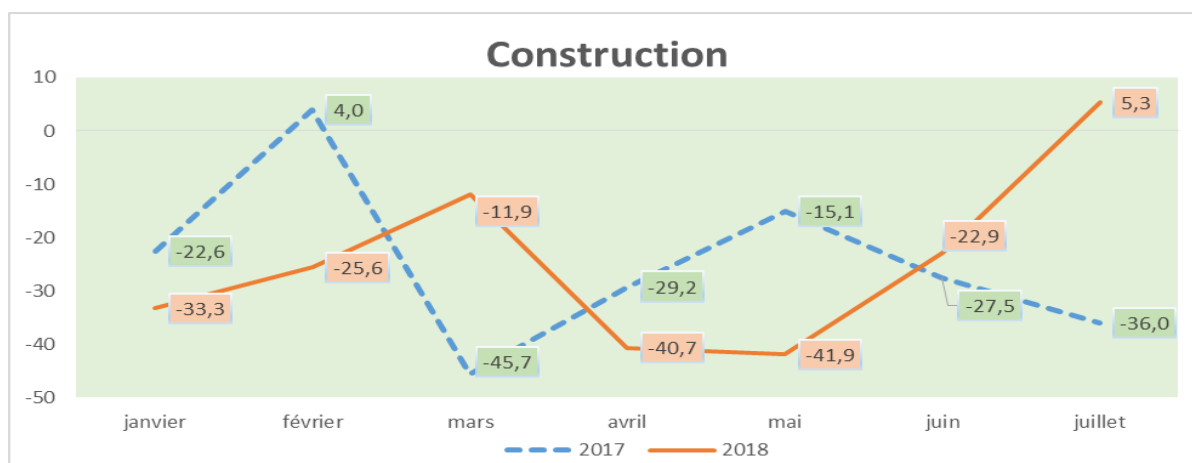
Graph. 7: Evolution du solde des Industries manufacturières en 2017 et 2018



Source : BCC.

La branche **Construction** a connu un regain de confiance, expliqué par d'une part, par les perspectives de poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures de base et des édifices publics et, d'autre part, par les investissements dans le secteur immobilier à l'initiative des particuliers. En effet, le solde brut s'est situé à +5,3 %, venant de -22,9 % le mois précédent.

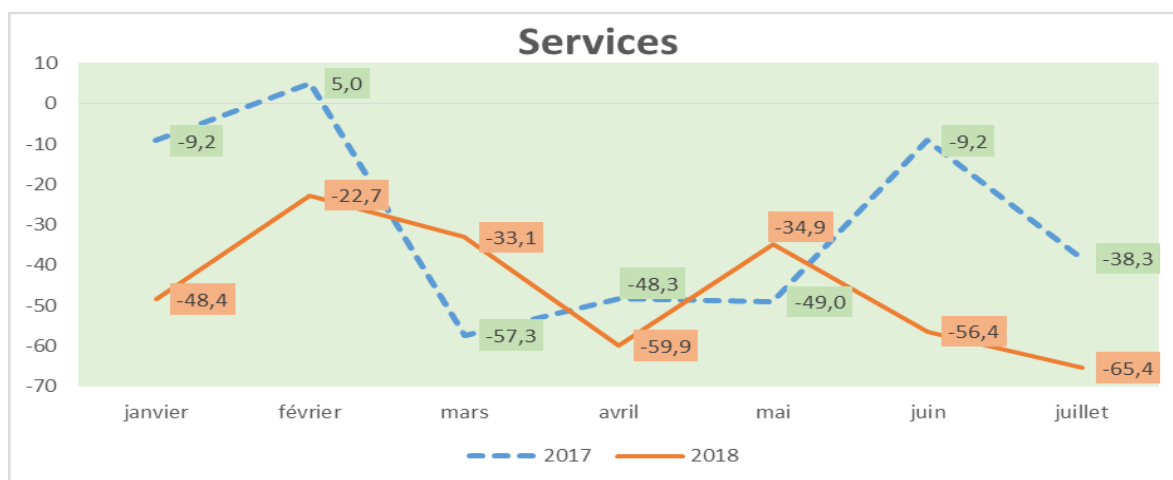
Graph. 8 : Evolution du solde du secteur Construction en 2017 et 2018



Source : BCC.

Pour ce qui est de la branche des **Services**, le solde s'est affiché à **-65,4 %** en juillet contre **-56,4 %** un mois auparavant. Ce résultat fait suite notamment au mauvais comportement des activités relatives à l'hôtellerie, à la télécommunication, au transport et aux finances.

Graph.9 : Evolution du solde du secteur des Services en 2017 et 2018



Source : BCC.

2.1.3. EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

La tendance baissière des prix observée depuis le début de l'année s'est poursuivie au cours de la période sous examen, expliquée par la relative stabilité des certaines composante de la structure des prix. En effet, à fin juillet 2018, le taux d'inflation s'est établi à 0,139 % contre 0,251 % le mois précédent, portant le cumul annuel à 5,353 %. Toutes choses restant égales par ailleurs, le taux d'inflation s'établirait à 9,460 % en décembre 2018 contre un objectif d'inflation optimal de 7,0 % à moyen terme. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 24,875 %.

Graphique 10. Evolution de l'inflation mensuelle de l'INS 2017-2018

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Moyenne
2018	1,376	0,713	0,836	0,730	1,194	0,251	0,139	0,749
2017	1,524	1,862	2,397	3,095	3,000	7,399	8,079	3,908

Source : BCC.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1 Exécution en cumul mensuel des Opérations Financières de l'Etat

Après un léger excédent, intégrant l'amortissement de la dette, de 9,6 milliards de CDF au mois de juin, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 62,4 milliards au mois de juillet, en dépit du fait que ce mois soit une échéance fiscale. En effet, ce déficit résulte d'un niveau des recettes de 758,0 milliards de CDF et des dépenses de 820,4 milliards.

En cumul annuel à fin juillet 2018, la situation financière de l'Etat a renseigné un excédent de 489,8 milliards de CDF. Comparé à la période correspondante de 2017, il s'observe une amélioration de 417,9 milliards de CDF.

**Tableau 8 : Situation mensuelle des opérations du Trésor
(en milliards de CDF)**

RUBRIQUES	CUMUL JUILLET 2017	MOIS DE JUIN 2018			MOIS DE JUILLET 2018			CUMUL A FIN JUILLET 2018		
		Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %
Douanes et accises (DGDA)	740,6	138,6	154,4	111,4	147,5	151,0	102,3	973,3	987,7	101,48
Impôts directs et indirect (DGI)	1 109,2	155,5	202,5	130,2	308,5	446,1	144,6	1 774,0	2 429,0	136,92
*dont Autres rec./élect. (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	356,3	356,5	-
Recettes non fiscales (DGRAD)	403,4	159,6	172,7	108,2	90,0	136,3	151,4	614,5	855,3	139,18
Pétroliers Producteurs	104,3	13,9	14,3	102,9	11,8	24,6	209,2	78,9	118,7	150,49
Dons et autres	7,2	-	1,1	-	-	0,1	-	-	1,6	-
Total revenus et dons	2 364,7	467,6	544,9	116,5	557,8	758,0	135,9	3 440,7	4 392,3	127,66
Dépenses courantes	1 868,8	391,2	371,9	95,0	410,7	557,6	135,8	2 563,0	3 000,9	117,08
Salaires	1 090,8	218,7	210,6	96,3	230,0	226,5	98,5	1 523,2	1 509,2	99,08
Intérêt sur la dette	68,8	13,8	14,6	105,5	15,1	22,6	149,8	102,7	115,4	112,36
- dont dette extérieure	11,6	1,4	0,1	9,8	0,1	1,5	2 481,7	15,6	14,3	91,44
Frais de fonct. Inst.et Min.	480,9	100,0	93,3	93,3	105,0	169,4	161,3	458,0	797,9	174,22
Institutions Politiques	175,5	40,0	30,9	77,2	55,0	72,4	131,7	204,7	293,6	143,43
Ministères	305,4	60,0	62,5	104,1	50,0	97,0	193,9	253,3	504,3	199,11
Dépenses en capital	91,7	25,0	38,1	152,3	25,0	55,5	222,1	90,0	244,1	271,25
Amortissement de la dette	94,3	7,7	3,0	39,2	38,2	41,8	109,4	115,4	111,6	96,66
Autres dépenses	238,0	106,4	122,5	115,1	186,8	165,5	88,6	587,3	546,0	92,97
*Elections	137,4	96,5	96,5	100,0	144,8	70,4	48,6	449,3	337,0	75,00
Total dépenses(+amort.dette)	2 292,8	530,3	535,4	101,0	660,6	820,4	124,2	3 355,7	3 902,5	116,30
Solde intégrant l'amort.	71,9	- 62,7	9,6	- 15,2	-102,9	- 62,4	60,7	85,0	489,8	576,48
Solde(hors recettes/élections)	71,9	- 62,7	9,6	- 15,2	-102,9	- 62,4	60,7	- 271,4	133,2	- 49,1

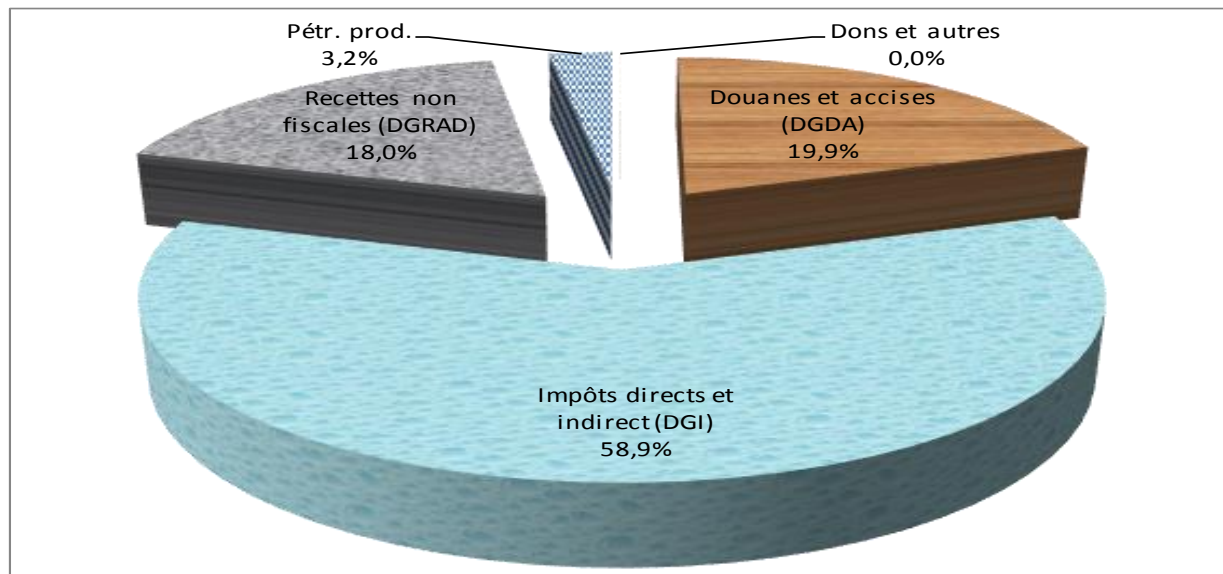
Source : PTR

En ce qui concerne particulièrement les ressources mobilisées au mois de juillet 2018, elles se sont chiffrées à 758,0 milliards de CDF, soit un accroissement de 63,9 % par rapport à la période correspondante de 2017. Il convient de souligner qu'au-delà de l'évolution nominale, cet accroissement est également perceptible en terme réel.

Considérant leur composition, les ressources mobilisées, durant le mois de juillet 2018, étaient constituées à plus de la moitié par les recettes collectées par la DGI, soit 58,9 %. Celles encadrées par la DGDA ont représenté 19,9 % de l'ensemble des recettes alors que la part des recettes non fiscales sous la gestion de la DGRAD a été de 18,0 % du total.

Quant aux recettes provenant de pétroliers producteurs, elles ont représenté 3,2 % de l'ensemble pendant que le reliquat, soit 0,008 % du total de recettes, s'est localisé dans la rubrique « Dons et autres recettes ».

Graphique 10 : Parts relatives des recettes des régies financières à fin juillet 2018

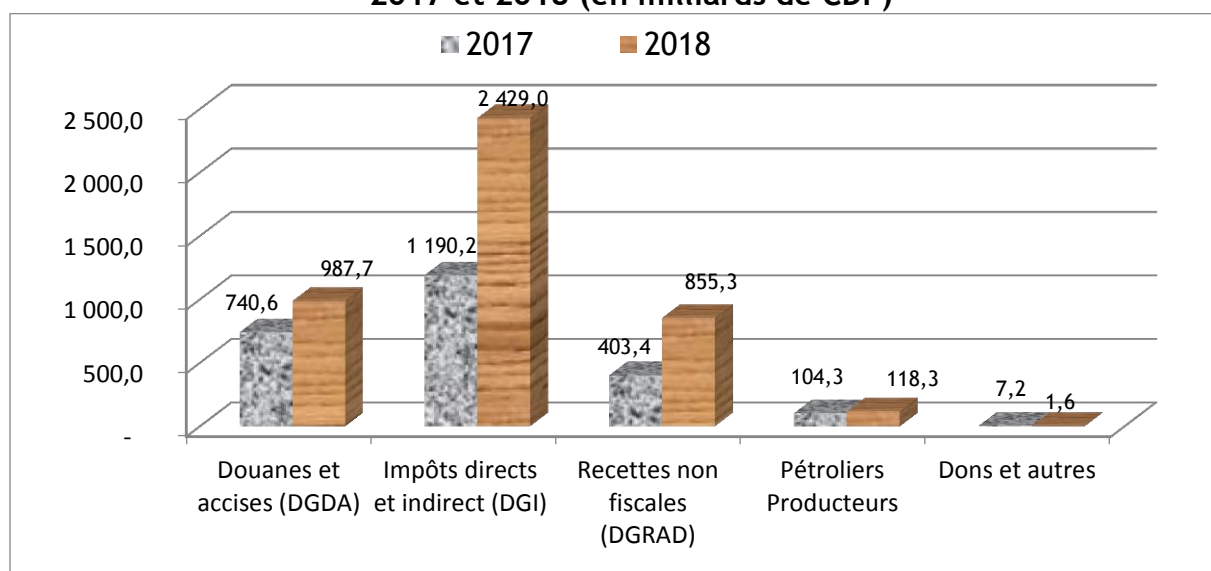


Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances)

En cumul annuel, les recettes du Trésor ont été en hausse de 85,7 % comparativement à la période correspondante de l'année passée. Cette augmentation a concerné toutes les rubriques à l'exception de « Dons et autres » qui a connu une baisse de 78,1 %.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'en termes réels, les recettes encadrées par la DGI et la DGRAD se sont améliorées alors que celles sous la gestion de la DGDA ont régressé.

Graphique 15 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en cumul annuel 2017 et 2018 (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des statistiques du Ministère des Finances (DTO)

S'agissant des dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, au cours du mois juillet 2018, elles se sont chiffrées à 820,4 milliards de CDF contre, soit un dépassement de 24,2 % de leur programmation mensuelle. Comparées à leur niveau

de la période correspondante de 2017, elles se sont fortement accrues de 190,0 %. En effet, cet accroissement tient notamment de la hausse des dépenses liées au processus électoral, étant donné que l'année 2018 est une année électorale.

La composition de ces dépenses est restée dominée par les dépenses courantes, lesquelles ont représenté 68,0 % du total avec un dépassement de 35,8 % par rapport à leur prévision mensuelle ; alors que celles en capital ont représenté 6,8 % bien qu'ayant dépassé leur prévision mensuelle de 122,1 %.

En ce qui concerne la structure de dépenses courante, il sied de noter la prédominance des charges relatives aux salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat dont la part a été 40,6 %. Quant aux frais de fonctionnement des ministères et des institutions politiques, ils ont représenté 20,6 % des dépenses courantes, bien qu'en dépassement de 61,3 % par rapport à leurs programmations mensuelles.

En cumul annuelle fin juillet, les dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, ont progressé de 70,2 % comparativement à leur niveau de l'année précédente à la même période.

2.2.2. Evolution hebdomadaire des recettes et des dépenses en 2018

Au cours de la période sous examen, l'analyse hebdomadaire des recettes et des dépenses révèle une évolution presque similaire.

Globalement, en flux hebdomadaire, les recettes publiques connaissent des hausses progressives durant le mois, alors que les dépenses connaissent une évolution croissante aux trois premières semaines, avant de se contracter les semaines suivantes.

**Tableau 8 : Evolution hebdomadaire des opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)**

	<i>1ère sem.</i>	<i>2è sem.</i>	<i>3e sem.</i>	<i>4e sem.</i>	<i>5e sem.</i>	<i>Total mensuel</i>
RECETTES						
Juin	33,4	107,8	153,5	250,2		544,9
juillet	25,3	94,6	192,7	97,4	348,0	758,0
DEPENSES						
Juin	96,4	160,5	211,6	66,9		535,4
juillet	166,9	177,5	283,2	94,5	98,3	820,4
SOLDLE						
Juin	- 63,0	- 52,7	- 58,1	183,4		9,6
juillet	- 141,6	- 82,9	- 90,5	2,9	249,7	- 62,4

En ce qui concerne le comportement des soldes hebdomadaires du Trésor, il reste caractérisé, par des déficits aux cours de trois premières semaines, suivis des excédents du Trésor les semaines suivantes. Cependant, pour ce qui est du mois de juillet 2018, les excédents réalisés au deux dernières semaines n'ont pas résorbé tous les déficits réalisés les semaines précédentes. Le solde s'est clôturé par un déficit mensuel de 62,4 milliards de CDF.

2.2.3. Plan de trésorerie de la Banque Centrale du Congo

L'exécution du Plan de Trésorerie de la Banque centrale s'est soldée par des légers excédents de 4,0 millions de CDF et de 6,0 millions respectivement en juin et juillet 2018, portés notamment par les encaissements tirés des « Profits réalisés sur les opérations de changes » des « Commissions sur paiements de la clientèle » et de la « Redevance de suivi de change ».

En cumul annuel, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 29,1 millions de CDF, consécutif aux encaissements de 200,819 milliards et aux décaissements de 200,790 milliards.

Tableau 9 : Plan de trésorerie de la BCC en 2017 et 2018
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES <small>Source : BCC</small>	CUMUL ANNUEL FIN JUILLET			AU 31 JUILLET 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	154,890	200,819	29,7	25,146	31,577	125,6
DECAISS.	154,839	200,790	29,7	25,146	31,571	125,5
RESULTAT	0,051	0,029	- 43,3	-	0,006	

Source : Banque Centrale du Congo

2.3. SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1. Le marché des changes

Le marché des changes demeure caractérisé par une relative stabilité de la monnaie nationale sur les deux segments. En effet, le franc congolais s'est déprécié à l'indicatif de 0,29 % et 0,08 %, respectivement en juin et juillet 2018, alors que sur le marché parallèle, il s'est légèrement apprécié de 0,05 % et 0,16 % au cours de la même période. Ce résultat est consécutif à la bonne coordination des politiques macroéconomiques observée depuis le début de l'année.

Au 31 juillet, le taux de change s'est établi à 1.626,93 CDF et 1.644,0 CDF le dollar, respectivement à l'indicatif et au parallèle.

Tableau 10 : Evolution du taux de change

	Taux de change CDF/USD				Taux de dépréciation mensuel				Var. en % par rapport à fin déc n-1			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
29-déc.-17	1592,19	1603,40	1627,67	1615,53					-	-	-	-
31-janv.-18	1604,98	1636,00	1637,67	1636,83	- 0,80	- 1,99	- 0,61	- 1,30	- 0,80	- 1,99	- 0,61	- 1,30
28-févr.-18	1615,97	1630,00	1636,33	1633,17	- 0,68	0,37	0,08	0,22	- 1,47	- 1,63	- 0,53	- 1,08
30-mars-18	1616,53	1635,00	1641,67	1638,33	- 0,03	- 0,31	- 0,32	- 0,32	- 1,51	- 1,93	- 0,85	- 1,39
30-avr.-18	1620,00	1636,00	1641,67	1638,83	- 0,21	- 0,06	-	- 0,03	- 1,72	- 1,99	- 0,85	- 1,42
31-mai-18	1 620,98	1 644,00	1 651,67	1 647,83	- 0,06	- 0,49	- 0,61	- 0,55	- 1,78	- 2,47	- 1,45	- 1,96
29-juin-18	1 625,67	1 643,33	1 650,67	1 647,00	- 0,29	0,04	0,06	0,05	- 2,06	- 2,43	- 1,39	- 1,91
31-juil.-18	1 626,93	1 640,00	1 648,67	1 644,33	- 0,08	0,20	0,12	0,16	- 2,14	- 2,23	- 1,27	- 1,75

2.3.2. Budget en devises et réserves internationales

A fin juillet 2018, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit de 44,9 millions de USD, et ce, après cinq mois consécutifs d'excédent, expliqué notamment par la hausse des dépenses du Trésor en devises, en particulier celles liées au processus électoral. Sur cette base, les réserves sont passées de 1.191,9 millions de USD en juin 2018 à 1.147,0 millions au mois de juillet 2018, correspondant à 4 semaines et 6 jours d'importations en biens et services sur ressources propres.

Tableau 11 : Exécution du Budget en devises au 31 juillet 2018

RUBRIQUES	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	CUMUL
	REAL	REAL	REAL	REAL	REAL	REAL	REAL	
Stock initial *	844,02	841,39	927,99	972,45	1 167,15	1 188,30	1 191,87	
I. FLUX DES RECETTES	68,95	148,90	177,96	306,98	167,74	153,22	167,45	1 191,20
A. Recettes d'exploitation	10,61	22,98	38,15	71,07	41,99	31,45	24,16	240,41
Redevance de Contrôle de Change	4,85	4,70	5,17	6,02	4,51	4,92	6,39	36,56
Autres recettes et Retour de fonds	5,15	16,59	32,11	64,11	36,14	25,21	16,36	195,66
B. Opérations de change	58,34	125,92	139,81	235,91	125,76	121,77	143,29	950,79
Rachats recettes fiscales et non fisc.	58,34	125,92	139,81	235,91	125,76	121,77	143,29	950,79
Recettes minières	47,21	118,42	136,82	229,06	105,02	111,54	116,75	864,83
Recettes pétrolières	10,68	7,43	2,74	6,61	0,14	5,25	2,91	35,76
Autres recettes du Trésor Public	0,45	0,06	0,24	0,25	20,60	4,98	23,62	50,20
II. FLUX DES DEPENSES	71,58	62,29	133,49	112,29	146,59	149,65	212,37	888,26
A. Dépenses du Trésor	59,56	48,52	103,11	99,22	125,12	131,88	189,73	757,14
Service de la dette extérieure	7,69	2,91	27,15	11,55	4,42	4,36	23,80	81,87
Paiements diverses créances	0,58	0,58	0,58	0,58	0,58	-	-	2,88
Fonctionnement	51,30	45,04	75,39	87,09	120,12	127,52	165,93	672,39
Fournisseurs étrangers	6,34	7,17	8,13	39,10	14,59	22,97	45,78	144,07
Institutions	8,74	21,06	18,81	25,11	23,42	24,65	33,25	155,04
CENI	21,48	1,70	26,33	3,96	53,84	59,93	43,60	210,84
B. Dépenses de la BCC	12,02	13,77	30,38	13,07	21,47	17,76	22,64	131,12
Ventes interbancaires	-	-	3,00	3,00	-	-	-	6,00
BALANCE EN USD (I-II)	- 2,63	86,60	44,47	194,69	21,15	3,57	- 44,92	302,94
Stock final (SI+REC-DEP)	841,39	927,99	972,45	1 167,15	1 188,30	1 191,87	1 146,96	7 436,11

Source : Banque centrale du Congo

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1 . Evolution de l'offre de la monnaie centrale

La base monétaire s'est établie, à fin juin et juillet 2018, respectivement à 2.332,1 milliards de CDF et 2.295,6 milliards, enregistrant une progression annuelle de 348,4 milliards et 311,9 milliards par rapport à fin décembre 2017. En considérant la situation à fin juillet, cette augmentation de la monnaie centrale a été induite par la hausse des avoirs extérieurs nets de 827,8 milliards de CDF, contrebalancée par la baisse des avoirs intérieurs nets de 515,9 milliards.

Au niveau des composantes, la hausse de la base monétaire a été localisée au niveau des dépôts des banques et de la circulation fiduciaire, qui ont progressé respectivement de 247,0 milliards de CDF et 65,5 milliards par rapport à fin décembre 2017.

2.4.2 . Marché monétaire

- **Marché de refinancement**

Aux mois de juin et juillet 2018, le marché en banque n'a pas fonctionné alors que le marché interbancaire a affiché des volumes mensuels des opérations de 54,0 milliards de CDF et de 79,5 milliards. Le taux moyen pondéré s'est situé à 7,14 % et 11,03 % au cours de la même période.

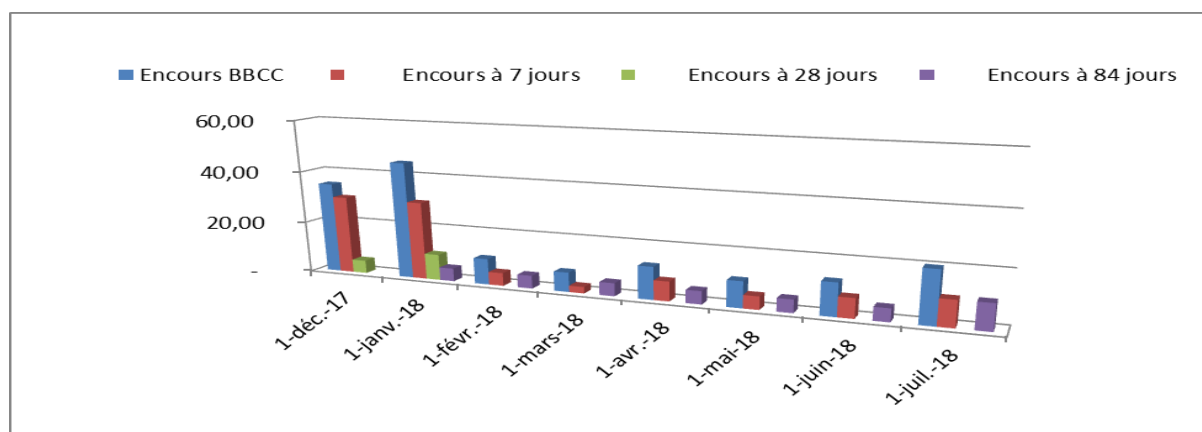
A la période correspondante de 2017, les volumes des transactions se chiffraient à 642,0 milliards de CDF avec un taux de 13,02 % en juillet 2017 et à 773,8 milliards avec un taux de 12,13 % en juin 2017.

- **Opérations des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin juillet 2018, l'encours global du Bon BCC s'est fixé à 20 milliards de CDF, reparté en 10 milliards pour la maturité à 7 jours et 10 milliards pour celle à 84 jours. Considérant le niveau de l'encours à fin décembre 2017 de 35,0 milliards, il se dégage globalement une injection annuelle de 15,0 milliards de CDF. Les taux moyens pondérés sur les Bons BCC ont été de 2,225 % et 12,30 % respectivement pour les 7 jours et 84 jours.

S'agissant des charges financières y relatives, le coût mensuel à fin juillet 2018 se chiffre à 11,63 millions contre 17,9 millions de CDF à fin juin 2018. Le coût annuel s'est établi à 1.456,37 millions de CDF. A la même période correspondante de 2017, les dépenses des Bons BCC s'élevaient à 523,25 millions.

Graphique.17 : Evolution de l'encours du Bon BCC en 2018 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

Au 31 juillet 2018, il s'observe une injection nette de la liquidité de 30,7 milliards de CDF contre une ponction programmée de 79,3 milliards, soit un écart de 110,0 milliards de CDF.

Pour ce qui est des facteurs autonomes, l'analyse de la situation monétaire intégrée provisoire, à fin juillet 2018, révèle qu'ils ont injecté de la liquidité à hauteur de 298,2 milliards de CDF contre une injection programmée de 169,8 milliards, dégagant un écart de 128,4 milliards. Cette évolution est liée aux injections réalisées par les avoirs extérieurs nets de 827,8 milliards, tandis que les avoirs intérieurs nets ont ponctionné de la liquidité à hauteur de 529,6 milliards de CDF.

Tableau 12 : Facteurs de liquidité bancaire en 2018

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
Variation en milliards de CDF	juil-18	31-juil-18	
1. Fact. autonomes (hors circul fiduc.)	169,8	298,2	128,4
a) AEN	76,4	827,8	751,4
b) AIN	93,4	-529,6	-623,0
. Crédits intérieurs	40,6	-548,3	-588,9
* CNE	-32,4	-512,0	-479,6
* Créances sur BCM (RME)	73,0	-51,4	-124,4
* Créances sur secteur privé	0,0	15,1	15,1
. APN hors Bons BCC	52,8	18,7	-34,1
2. Fact. Institutionnels	249,1	267,5	18,4
a) Encours Bons BCC	-5,0	-15,0	-10,0
b) Réserve Obligatoire	341,1	281,2	-59,8
c) Encours refinancement	87,0	-1,2	-88,3
Fact. Instit. Fact. Auton. (a)	-79,3	30,7	110,0

S'agissant des facteurs institutionnels, ils ont ponctionné 267,5 milliards de CDF contre un niveau programmé de 249,1 milliards, résultant principalement du

comportement de la réserve obligatoire qui a ponctionné respectivement 281,2 milliards et 1,2 milliard de CDF tandis que les Bons BCC a injecté 15,0 milliards.

- **Evolution du compte courant des banques**

A fin juillet 2018, le compte courant des banques a connu une progression de 247,0 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2017, se situant à 724,6 milliards de CDF. La moyenne de la réserve obligatoire notifiée étant chiffrée à 740,7 milliards de CDF, il s'est dégagé un niveau des avoirs libres des banques négatifs de 16,1 milliards.

- **Evolution des émissions monétaires**

A fin juillet 2018, les émissions nettes cumulées se sont établies à 116,11 milliards de CDF, tenant aux émissions de 265,91 milliards et aux destructions de 149,79 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 1.320,78 milliards de CDF dont 63,86 % en provinces.

Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2018

(En millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Cumul/An
Prévisions émissions	19 180,20	76 550,00	10 000,00	82 095,00	2 750,00	54 125,00	14 050,00	340 050,20
Emissions = (A)	10 576,60	77 133,20	16 189,65	71 177,35	8 009,75	53 749,05	17 253,80	265 905,10
Destructions = (B)	17 818,54	8 410,00	87 387,33	8 777,00	4 668,25	3 702,03	18 078,61	149 791,76
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 7 241,94	68 723,20	- 71 197,68	62 400,35	3 341,50	50 047,02	- 824,81	116 113,34
Recyclage	224 430,07	142 640,55	166 311,13	177 946,90	171 264,91	153 924,01	225 725,98	1 320 786,94
dont au Siège	75 959,35	48 040,52	62 255,21	66 152,85	61 631,46	54 776,44	86 618,85	477 352,73
dont en provinces (*)	148 470,72	94 600,03	104 055,92	111 794,05	109 633,45	99 147,57	139 107,13	843 434,21

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques

2.4.5. Evaluation des objectifs de la politique monétaire

Tableau 16 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Positivité	
Taux directeur	14,00 %	-10,875 points	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	3,042 %	-21,833 points	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	-	-	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	14,00 %	-10,875 points	
Coefficient de réserve obligatoire	➤ Dépôts en ME :		
	- 13 % pour les dépôts à vue - 12% pour les dépôts à terme		
	➤ Dépôts en MN :		
	- 2 % pour les dépôts à vue - 0% pour les dépôts à terme		
Objectif final de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Juillet 2018	31 juillet 2018	
Cible annuel (%)	7,00 %	24,875	+17,875
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	2.203,85	2.256,39	52,54
M2 hors provisions et dépôts en devises (miards CDF)	2.030,49	2.145,08	+114,59

(*) Inflation en glissement annuel